

Bulletin du FMI

PROGRAMME DE LA GRECE

Le FMI approuve un prêt de 30 milliards d'euros en faveur de la Grèce au titre de la procédure accélérée

Bulletin du FMI en ligne
Le 9 mai 2010



Grèce : la crise de la dette et les récentes manifestations mettent à mal un secteur du tourisme florissant (photo: Zuma/Newscom)

- 20 milliards d'euros sont disponibles immédiatement au titre d'un paquet financier UE-FMI
- Le Conseil d'administration du FMI approuve à l'unanimité un paquet financier visant à stabiliser l'économie grecque
- La Grèce obtient un prêt record et un accès exceptionnel et accéléré

Dans le cadre d'un paquet financier conjoint de 110 milliards d'euros avec l'Union européenne, le FMI a approuvé le 9 mai en faveur de la Grèce un prêt de 30 milliards d'euros sur trois ans qui vise à aider le pays à sortir de la crise de la dette, à relancer la croissance et à moderniser son économie.

«L'action vigoureuse engagée aujourd'hui par le FMI pour soutenir la Grèce contribuera à l'effort global que déploie actuellement la communauté internationale pour ramener la stabilité dans la zone euro et assurer la reprise de l'économie mondiale», a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

«Il s'agit d'un signal important et clair : la communauté internationale est prête à faire le nécessaire pour aider la Grèce», a déclaré John Lipsky, Premier Directeur général adjoint, qui a présidé la réunion du Conseil d'administration du FMI.

Le programme [approuvé par le Conseil d'administration du FMI](#) met immédiatement environ 5,5 milliards d'euros de ressources du FMI à la disposition de la Grèce, dans le cadre d'un financement conjoint avec l'Union européenne (UE), portant ainsi à 20,0 milliards d'euros le montant total du soutien financier immédiat. En 2010, le financement total du FMI s'élèvera à environ 10 milliards d'euros et sera associé à un apport d'environ 30,0 milliards d'euros engagés par l'UE. En conséquence, la Grèce ne devra pas faire appel aux marchés financiers internationaux jusqu'en 2012, a noté M. Lipsky, ce qui devrait lui donner du répit pour remettre son économie sur les rails.

«Aujourd'hui, le FMI a montré qu'il était déterminé à faire tout ce qu'il peut pour aider la Grèce et le peuple grec, a déclaré M. Strauss-Kahn. La route sera difficile, mais le gouvernement a conçu un programme crédible qui est économiquement équilibré, socialement équilibré – les groupes les plus vulnérables étant épargnés – et réalisable. Il s'agit maintenant de le mettre en œuvre.»

Le Conseil d'administration du FMI s'est réuni pour approuver un paquet financier dont les décaissements sont concentrés en début de période, et pour lequel les mesures d'application parlementaires ont été approuvées préalablement et la procédure accélérée est appliquée, tandis que les ministres des finances européens établissaient à Bruxelles des mesures visant à éviter que la crise grecque s'étende à d'autres parties de l'UE et s'engageaient à défendre l'euro.

Accès exceptionnel

L'accord de confirmation, qui fait partie d'un paquet financier de 110 milliards d'euros (environ 145 milliards de dollars EU) sur trois ans mis au point en coopération avec l'Union européenne, ouvre un accès exceptionnel aux ressources du FMI, pour un montant égal à plus de 3.200 % de la quote-part de la Grèce, et a été approuvé selon la procédure accélérée prévue par le mécanisme de financement d'urgence du FMI.

«Il convient de féliciter le gouvernement grec de sa détermination de prendre des mesures historiques qui donneront à cette fière nation la possibilité de surmonter ses difficultés actuelles et d'assurer un avenir meilleur au peuple grec, a déclaré M. Strauss-Kahn.

Avec nos partenaires de l'UE, nous apportons un soutien sans précédent à la Grèce pour l'épauler dans cette épreuve et – à terme – contribuer à faire repartir la croissance et l'emploi, et à rehausser les niveaux de vie.»

Faire face à la crise

Le gouvernement grec, qui a obtenu du Parlement l'approbation de son programme la semaine dernière, a élaboré un train de mesures ambitieuses pour mettre un terme à la crise économique que traverse le pays. La Grèce fait face à deux problèmes : un grave problème budgétaire, avec un déficit et une dette publique trop élevés, et un problème de compétitivité. Il faut les résoudre tous les deux pour placer le pays sur la voie de la reprise et de la croissance.

Premièrement, les finances publiques doivent être viables. Il faut à cet effet réduire le déficit budgétaire et orienter le ratio dette/PIB à la baisse. Comme les salaires et les prestations sociales représentent 75 % du total des dépenses publiques, il faut donc réduire la masse des salaires et des pensions publics. Il n'y a guère d'autre marge de manœuvre pour rééquilibrer le budget.

Deuxièmement, l'économie doit être plus compétitive. Cela signifie qu'il faut mener des politiques et des réformes favorables à la croissance pour moderniser l'économie et créer des possibilités pour tous. Il faut aussi ramener l'inflation en deçà de la moyenne de la zone euro, notamment en stabilisant les salaires et les coûts de main-d'œuvre, de sorte que les prix grecs soient de nouveau compétitifs.

Pourquoi ne pas restructurer la dette ?

À la question de savoir pourquoi la Grèce ne devrait pas opter pour une restructuration de sa dette, M. Lipsky a répondu qu'une restructuration de la dette créerait plus de problèmes qu'elle ne pourrait en résoudre, une défaillance étant bien plus grave encore.

- Une restructuration de la dette n'aiderait pas la Grèce à retrouver la croissance, ce qui est l'objectif des réformes budgétaires et structurelles qui sont mises en place dans le cadre du programme du gouvernement : réduire les coûts, assouplir le marché du

travail et améliorer le climat des affaires et de l'investissement.

- L'écheveau des relations économiques et politiques, y compris le fait que les obligations grecques sont détenues par un large éventail d'investisseurs privés et d'entités publiques, complique considérablement la mise en œuvre de programmes autres que celui mis en place par le gouvernement. Il faut mettre en balance tout effet positif à court terme que l'on prête à une restructuration de la dette et les effets de contagion.
- L'ajustement est nécessaire principalement pour éliminer le déficit primaire élevé de la Grèce (c'est-à-dire le déficit hors paiement des intérêts). C'est là que se situe le problème principal du pays : ce n'est pas le niveau de sa dette.

Toutefois, le gouvernement prévoit dans sa stratégie une gestion prudente de la dette et modernise ses instruments pour veiller à ce que le risque soit bien géré.

Conditions

À la question de savoir si l'accord de confirmation en faveur de la Grèce marquait un retour du FMI aux listes interminables de conditions dont il assortissait ses prêts par le passé, M. Lipsky a répondu qu'il s'agissait de conditions bien ciblées qui contribueraient à corriger les déséquilibres de l'économie grecque.

- Le programme est axé sur les deux principaux problèmes de la Grèce : une dette élevée et un manque de compétitivité. La conditionnalité porte dans une très large mesure sur ces questions.
- Les autorités grecques sont clairement parties prenantes et donnent une impulsion vigoureuse : il s'agit bien de leur programme.
- Le programme prévoit des mesures qui protègent les groupes les plus vulnérables : c'est un élément essentiel pour assurer sa bonne exécution.

Stabilité financière et reprise

En outre, le programme vise à préserver la stabilité du secteur financier du pays. Tandis que le système bancaire traverse une période de déflation, qui devrait peser sur la rentabilité et les bilans des banques, la mise en place d'un Fonds de stabilité financière renforcera le filet de sécurité qui permet de faire face aux problèmes de solvabilité.

Il est prévu que le PIB réel se contractera fortement en 2010-11, avant de se redresser; le chômage devrait culminer à près de 15 % en 2012. L'ajustement budgétaire concentré au début

de la période 2010-11 pèsera sur la demande intérieure à court terme, mais, à compter de 2012, le rétablissement de la confiance des marchés, le retour sur les marchés du crédit et de vastes réformes structurelles devraient entraîner un rebond de la croissance. Même s'il sera difficile d'appliquer les mesures, deux sondages d'opinion récents indiquent que la majorité de la population est favorable au programme des autorités, qui est conçu dans un esprit d'équité.

L'inflation devrait rester en deçà de la moyenne pour la zone euro. L'ajustement des prix qui s'impose devrait venir d'un resserrement de la demande intérieure, par le biais de l'ajustement budgétaire et de la modération des salaires et des pensions publics, ainsi que d'autres coûts économiques. Du fait de leurs effets d'entraînement, les salaires du secteur privé devraient aussi se modérer. Cela contribuera à rétablir la compétitivité des prix.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org